

LES GROSSES FICELLES

“L'éloquence sacrée, c'est comme la musique religieuse : pas besoin de comprendre pour écouter.” (Michel Audiard)

Les élus loyalistes le demandaient, l'Etat l'a fait : un nouveau prêt d'urgence de 40 millions d'euros, soit 4,8 milliards de francs Pacifique, a été accordé en février à la SLN, alors que le précédent datant de 2015 n'est toujours pas fini de rembourser. La raison avancée : aider l'industriel – qui produirait le meilleur alliage au monde pour l'acier inoxydable (*sic*) - à faire face à une situation critique de trésorerie ainsi que l'explique un communiqué du Ministère de l'Economie. Très exactement, nous dit-on, il s'agirait de répondre aux « difficultés opérationnelles et financières dues notamment aux problèmes rencontrés pour opérer les mines qui alimentent l'usine de Doniambo, au renchérissement de ses coûts d'approvisionnement en énergie et à des conditions météorologiques dégradées. »

En d'autres mots, il s'agirait d'un problème purement conjoncturel, et non structurel.

Osons néanmoins une question : est-ce bien la véritable raison de cette nouvelle intervention gouvernementale alors que le prêt de 2015 – de 200 millions d'euros (quelques 23,9 milliards de francs pacifique) – avait officiellement pour objet d'assurer le retour à la compétitivité de la SLN ?

Les propos tenus il y a quelques jours par Gérald Darmanin sur le nickel calédonien suggèrent que ce n'est pas vraiment le cas. Finalement, le problème serait bel et bien structurel. Il relèverait en vérité d'une forme d'impuissance des entreprises minières et métallurgiques calédoniennes à développer un schéma industriel performant. « On voit que les usines et le modèle économique ne fonctionnent pas très bien, malgré le courage des salariés », nous dit le ministre qui rappelle aussi que l'Etat, sur les six dernières années, a soutenu le secteur à hauteur de 2 milliards d'euros (quelques 239 milliards de francs pacifique) Et celui-ci d'avertir les pouvoirs calédoniens : l'Etat ne donnera plus d'argent aux usines de Nouvelle-Calédonie, sachant que ce n'est pas sa compétence et cela « tant qu'il n'y aura pas de projet industriel pensé et réfléchi ».

Voilà les mineurs et les industriels locaux rappelés à l'ordre et à la mobilisation. Et voilà les politiques loyalistes plus que jamais convaincus que rien de grand et de durable ne peut se faire en Nouvelle-Calédonie sans le soutien financier, politique et stratégique de la France. Nos élus aiment à le redire, notre pays serait en quelque sorte infirme et pour longtemps incapable d'assumer par lui-même les conditions de son propre devenir.

Il est vrai qu'on ne peut pas être prêt à faire quelque chose quand on ne se prépare pas.

Mais là encore interrogeons-nous. Le diagnostic posé par le ministre est-il le bon ? Deux faits incitent à penser que ce n'est vraisemblablement pas le cas.

Le premier est le silence religieux que le ministre entretient sur le modèle aujourd'hui développé par la SMSP. Dans un article précédent sur la taxation des exportations de nickel, nous avons montré, chiffres à l'appui, non seulement que ce modèle était viable, mais qu'il avait déjà rapporté quelques 10,8 milliards de CFP à la Nouvelle-Calédonie depuis 10 ans sans

compter le fait que la NC soit propriétaire à 51% de l'usine de COREE dont la valeur comptable est de 285 milliards de Francs Pacifique. Mais sans doute n'est-ce pas là un modèle apprécié par l'Etat car il faut bien reconnaître qu'il contribue à la construction de l'autonomie économique du pays. Nous invitons les lecteurs à se reporter à ce que nous avons déjà écrit sur le sujet.

Le second fait est lui aussi un silence, mais qui porte cette fois sur les réelles intentions du groupe Eramet en Nouvelle-Calédonie et, au-delà sur celles de l'Etat qui entend faire endosser au Pays la responsabilité morale et politique de la crise actuelle de la SLN. Ces dernières années, alors que l'industriel réclamait à corps et à cris le soutien financier de l'Etat pour sa filiale, Eramet a réalisé des investissements massifs dans le projet Weda Bay nickel en Indonésie, centré sur la production de nickel pour les batteries. Et en 2022 les profits de l'entreprise multinationale ont été colossaux, sans équivalents depuis près de 20 ans. Le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 5 014 millions d'euros, (quelques 599 milliards de Francs pacifique) en forte hausse de 37 % (+ 25 % à périmètre et change constants). Quel rapport avec le nouveau prêt concédé à la SLN ? Cherchez l'erreur.

Alors, avouons-le, quand le ministre évoque une crise structurelle du nickel en Nouvelle-Calédonie, on ne peut être que d'accord avec lui. En revanche, quand il évoque une impotence congénitale des usines calédoniennes, en taisant d'un côté les réussites locales, de l'autre les profits exceptionnels d'Eramet, on se demande quelle est l'intention réelle de l'Etat : s'agit-il effectivement d'aider la Nouvelle-Calédonie à construire son devenir industriel et économique ou, dans le sillage de la reprise en main institutionnelle promise aux Loyalistes par le Pdt Macron, de reformuler et pérenniser un modèle de dépendance économique qui n'a pourtant que trop duré. Ne pas décoloniser a aussi son prix.

Maintenant, le ministre a promis un audit sur la question.

Pas forcément de quoi être rassuré. En 2012, déjà, le Comité Stratégique Industriel mis en place par l'Etat et dirigé par la présidente de l'Erap, Anne Duthilleul, avait réaffirmé avec une rare clairvoyance que le meilleur modèle minier et métallurgique était celui de la production locale, incarné par la SLN, et que la Nouvelle-Calédonie avait intérêt à ne pas intensifier sa production afin d'éviter de saturer le marché du nickel, ce qui ferait inévitablement chuter les cours.

A quoi devons-nous nous attendre avec l'audit de 2023 ? Y aura-t-il encore des polytechniciens parmi les experts ?